

Le 31 Mai. 2017 23:22, à 23:22, "Ardèche 7 circo 01" <7circo01@en-marche.fr> a écrit:
Bonsoir,

Je trouve l'ensemble de vos 15 propositions en cohérence avec la vision que j'ai de ce que doit être notre pays. Je m'engage à travailler pour faire avancer ces 15 propositions pour lequel notre pays à parfois de larges marges de manœuvre mais aussi parfois aucune marge de manœuvre si nous agissons seul. Il faut dans une part importante de ces propositions agir avec les autres pays.

Veillez trouver quelques commentaires sur les différentes propositions :

1 - Pour être efficace, ce travail doit être engagé au niveau international. La France peut être porteur de cette proposition.

2 - Dans un premier temps, il va être mis en œuvre la suppression de la taxe d'habitation pour 80% des ménages. Une analyse de l'efficacité des crédits d'impôt est une mesure à promouvoir.

3 - Au delà du respect des engagements pris liées à l'augmentation de l'APD, il s'agit de s'assurer de la bonne utilisation des ces fonds.

4 - La mise en oeuvre d'une taxe sur toutes les transactions financières est une bonne idée qui ne peut fonctionner que si elle s'applique sur l'ensemble des places financières. Un travail international est à lancer à limage de celui fait par la France sur la COP21.

5 - A faire dans une logique de cohérence avec l'ensemble des parties prenantes.

6 - Il s'agit de lancer un effort de recherche important afin de trouver de réels solutions pour le transport en particulier afin de lancer un calendrier en cohérence avec la capacité de mise en oeuvre des solutions de remplacement.

7 - A étudier en lien avec la proposition N°6 sur les efforts de recherche à réaliser dans le domaine du transport.

8 - L'objectif est à promouvoir mais ne suis pas encore en mesure de dire si le calendrier est tenable.

9 - Sur le principe, l'objectif est clair. La difficulté principale me semble liée au contrôle permettant de s'assurer du respect de cet objectif.

10 - En particulier au travers des circuits courts, d'un rééquilibrage des négociations entre producteurs et distributeurs.

11 - 12 - Un réel travail est à faire auprès de nos concitoyens pour mieux expliciter et faire accepter cette exigence de solidarité. La question doit être traitée en relation avec nos partenaires européens où la France doit prendre sa part de responsabilité.

13 - 14 - Pour être efficace, il faut trouver une façon de légiférer au niveau international afin que ce type de règle d'applique à l'ensemble des pays dans lesquels les multinationales interviennent. La France doit être un acteur de cette évolution du droit.

15 - La France doit jouer son rôle dans les négociations international.

André DUPONT

Ardèche Première circonscription.

le 31 mai 2017